

ARRÊTÉ N° ARR_2024_0133_PV1_RD15_POINTRE
Portant permission de voirie sur une Route Départementale

Service : PPR - ROUTES - SDEE - ARD DOLE

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

- VU** La demande en date du 08 janvier 2024 par laquelle le SIDEC du JURA, représenté par M. Pierre JEANNIN – P.JEANNIN@sidec-jura.fr, agissant pour le compte du SIE MONTMIREY-LE-CHATEAU, 7, Place des Cygnes 39290 THERVAY représenté par M. Le Président Bernard PERRINET sollicite l'autorisation d'exécuter des travaux de réhabilitation de conduite d'eau potable sur 650 ml dans l'emprise des Routes Départementale n° 15 et 87, 39290 POINTRE ;
- VU** Le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L3221-4 et L3221-5 ;
- VU** Le code de la voirie routière et notamment les articles L113-2 à L113-7 ;
- VU** Le règlement de voirie départementale approuvé le 28 mai 2010 ;
- VU** L'arrêté en vigueur de délégation permanente de signature consentie à M. le Chef de l'Agence Routière Départementale de DOLE ;
- VU** Le code général des propriétés des personnes publiques et notamment les articles L2121-1 à L2122-5 ;
- VU** L'état des lieux ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 AUTORISATIONS PREALABLES

Le bénéficiaire est expressément averti que le présent arrêté ne vaut pas autorisation qui relève de réglementations et codes autres que celui du code de la voirie routière.
Si tel est le cas pour l'aménagement envisagé, alors il lui revient d'obtenir les accords auprès des autorités compétentes.

ARTICLE 1 AUTORISATION

Le bénéficiaire désigné dans la demande susvisée est autorisé à occuper le domaine public, RD 15 et RD 87 commune de POINTRE, pour exécuter les travaux énoncés dans sa demande et pour y maintenir les ouvrages réalisés, à charge pour lui de se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Renouvellement de conduite d'eau potable sur 650 ml sous chaussée et en accotement.

ARTICLE 2 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Les dispositions de l'article 39 du règlement de voirie susvisé sont applicables sous réserves des prescriptions particulières fixées par le présent arrêté.

Implantation et ouverture du chantier

Le bénéficiaire préviendra le service gestionnaire de la voirie (Agence Routière Départementale de DOLE) de la date du commencement des travaux. Les ouvrages à réaliser seront implantés en sa présence.

Les tranchées transversale et longitudinale seront implantées sous accotement et sous chaussée.

Mode opératoire (voir schéma joint)

- **TRANCHÉE SOUS CHAUSSÉE**

Tranchée ouverte sous chaussée souple – réseau secondaire non renforcé:

- Sciage soigné de la chaussée à la scie diamantée, ouverture de la fouille.
- Extraction, évacuation des matériaux en décharge.
- Pose du réseau, enrobage de celui-ci en sable, sur une épaisseur de 20 cm.
- Installation d'un grillage avertisseur, à 10 cm au-dessus de la génératrice supérieure.
- Remblaiement successif en G.N.T 0/63 ou 0/80 sur une épaisseur de 50 cm, G.N.T 0/31.5 sur une épaisseur de 10 cm minimum. G.B sur une épaisseur de 12 cm.
- Compactage par couches de 20 à 30 cm.

Réfection provisoire : dès la fin des travaux à l'émulsion de bitume bicouche, gravillons 6/10 et 4/6 ou en enrobé à froid.

Réfection définitive : environ 2 à 3 mois après la réfection provisoire, comprenant :

- Redécoupage de la chaussée, 0,15 m de part et d'autre des deux lèvres de la tranchée.
- Décaissement de celle-ci sur 6 cm minimum, réalisation d'un B.B porphyre.
- Fermeture des joints à l'émulsion de bitume.

Dispositions Spéciales :

La tranchée longitudinale se fera par demi chaussée hors bande de roulement, les tampons seront implantés hors bande de roulement et certains seront mis sous chaussée à au moins 10 cm minimum de profondeur sous l'enrobé.

La réfection provisoire sur les tranchées se feront à l'avancement du chantier.

- **TRANCHÉES SOUS ACCOTEMENT**

Tranchée ouverte sous accotement ou dépendances, à une distance < à 1.20 m du bord de chaussée:

- Ouverture de la fouille.
- Extraction, puis évacuation des matériaux en décharge.
- Pose du réseau d'eau potable, installation d'un grillage avertisseur à 10 cm au-dessus de la génératrice supérieure.
- Remblaiement en, G.N.T 0/31.5 sur une épaisseur de 75 cm.
- Compactage par couches de 30 cm.
- Réglage et finition soignée de l'accotement ou dépendances, à l'identique.

- **CONTRÔLES DE COMPACITÉ**

Les objectifs de densification et la fréquence des contrôles sont fixés par l'annexe 7 du règlement de voirie susvisé.

Dépôt de matériaux et de matériel

Les matériaux et matériels nécessaires aux travaux autorisés pourront être mis en dépôt sur l'accotement des RD 15 et 87 avec l'accord du service gestionnaire.

Remise en état

A la fin du chantier, les lieux seront remis en état et tous les déchets (y compris les déblais excédentaires) produits par les travaux seront évacués vers une filière de traitement appropriée.

ARTICLE 3 SÉCURITÉ ET SIGNALISATION DU CHANTIER

L'entreprise chargée des travaux devra signaler le chantier conformément à la réglementation et aux recommandations en vigueur, et notamment le guide « Manuel de chef de chantier – signalisation temporaire ».

Si l'exécution des travaux nécessite un arrêté réglementant la circulation, il devra l'obtenir avant leur début auprès de l'autorité de police compétente.

ARTICLE 4 PRÉVENTION DES RISQUES LIES A L'AMIANTE ET AUX HAP

En cas de démolition partielle ou totale de la chaussée, le bénéficiaire est tenu d'effectuer au préalable et à ses frais un diagnostic sur la présence éventuelle d'amiante ou de HAP. Si celle-ci est avérée, les mesures préventives et le traitement des matériaux produits par le chantier seront pris en charge par le bénéficiaire.

En cas de démolition partielle ou totale de la chaussée, le bénéficiaire devra demander au service gestionnaire communication du diagnostic existant sur la présence éventuelle d'amiante ou de HAP. Si la présence d'amiante et/ou de HAP est avérée, les mesures préventives et le traitement des matériaux pollués produits par son chantier seront pris en charge par le bénéficiaire.

ARTICLE 5 DURÉE DES TRAVAUX ET RÉCOLEMENT

La durée des travaux autorisés par le présent arrêté ne devra pas excéder 3 mois. Le bénéficiaire devra prévenir au moins huit jours à l'avance le service gestionnaire de la date prévue pour la fin des travaux afin qu'il puisse contrôler leur conformité au projet autorisé.

ARTICLE 6 RESPONSABILITÉ DU BÉNÉFICIAIRE – GARANTIE

La présente autorisation est délivrée à titre personnel et elle ne peut être cédée sans l'accord du Département. Son bénéficiaire est responsable vis-à-vis de ce dernier et vis à vis des tiers des dommages de toute nature qui pourraient résulter des travaux ou de l'exploitation de ses ouvrages.

Pendant la durée de l'autorisation d'occupation du domaine, son bénéficiaire devra assurer l'entretien des ouvrages dont il est propriétaire à charge pour lui de solliciter l'autorisation de réaliser les travaux correspondants. En ce qui concerne le remblaiement des tranchées et la réfection de la chaussée et des dépendances domaniales, le délai de garantie est fixé à un an à compter du récolement des travaux.

Dans le cas où les prescriptions de l'autorisation ne seraient pas respectées, le service gestionnaire adressera une mise en demeure au bénéficiaire pour y remédier dans un délai déterminé. Si celle-ci est restée sans effet au terme du délai, le service gestionnaire pourra exécuter d'office et aux frais du bénéficiaire, les travaux nécessaires.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 VALIDITÉ DE L'AUTORISATION

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et elle ne confère aucun droit réel à son bénéficiaire. Elle peut être retirée à tout moment, sans indemnités, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public.

Le Département se réserve également le droit de faire déplacer les ouvrages implantés sur le domaine public aux frais de leur bénéficiaire, dès lors que ce déplacement est justifié par des travaux d'aménagement du domaine.

ARTICLE 8 Mme la Directrice Générale des Services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis en Préfecture et publié sur le site internet du département <https://www.jura.fr>.

ARTICLE 9 RECOURS

Le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification des informations le concernant qu'il peut exercer auprès de l'Agence routière départementale de DOLE, à l'adresse suivante : 24 Rue de la Fenotte 39100 DOLE.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Diffusion :

Le bénéficiaire pour attribution

Son représentant pour information

La commune de POINTRE pour information

L'ARD pour classement

Signature de l'arrêté



Réseau Structurant et Primaire chaussée souple

Profondeur des canalisations et réseaux :

Les canalisations ou réseaux divers seront posés, sauf dérogation, de façon à ce que la distance entre la génératrice supérieure et la surface du sol ne soit pas inférieur à :

- 1.10 m sous chaussée ou sous accotement
- 0.60 m sous espace vert ou sous trottoir en agglomération

sous chaussée



sous accotement stabilisé



sous espace vert



sous trottoir



(1) l'enrobage doit dépasser de 10 cm la génératrice supérieure de la canalisation

----- dispositif avertisseur

Demande d' autorisation de voirie

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Agence routière départementale de DOLE
 24 rue de la Fenotte – 39100 DOLE
 Téléphone : 03.84.79.88.88. - Fax : 03.84.79.88.70..

DECLARANT

NOM, Prénom ou DENOMINATION	NOM d' USAGE	Téléphone
SIE Montmirey le Château		
PERSONNE MORALE (nom du REPRESENTANT LEGAL ou STATUTAIRE) M. PERRINET – Président du SIE Montmirey le Château		
ADRESSE : 7 Place des Cygnes	COMPLEMENT d'ADRESSE	
CODE POSTAL : 39 290	LOCALITE de DESTINATION : THERVAY	

TERRAIN

ADRESSE du TERRAIN (numéro, voie ou fleudit, code postal et bureau distributeur)	NOM et ADRESSE du PROPRIETAIRE du TERRAIN
POINTRE - 39290	(s'il est autre que le déclarant)
Indiquer la voie concernée et la position	<input checked="" type="checkbox"/> En agglomération <input type="checkbox"/> Hors agglomération
Route Départementale n°15 et RD n°87	

ENTREPRISE AGISSANT POUR VOTRE COMPTE (éventuellement)

NOM de l'entreprise : **PETITJEAN TP** Adresse : **330 Rue des Frères Lumière – 39 000 LONS LE SAUNIER**

PROJET

ANTERIORITE EVENTUELLE	DATE ET DUREE
Si le projet a déjà fait l'objet d'une déclaration de travaux ou d'une demande de permis de construire, indiquez ci-dessous son numéro :	Date de début des travaux : Décembre 2023 / janvier 2024
.....	Durée (en jours) : 120 jours
NATURE DE LA DEMANDE	NATURE ET DESCRIPTION DU PROJET
<input checked="" type="checkbox"/> Alignement sans travaux <input type="checkbox"/> Permission de voirie <input type="checkbox"/> Permission de stationnement <input type="checkbox"/> Alignement avec travaux <input type="checkbox"/> Clôtures	<input type="checkbox"/> Portail <input type="checkbox"/> Compteur <input type="checkbox"/> Accès ou buses <input checked="" type="checkbox"/> Branchement réseau AEP <input type="checkbox"/> Autres

(Plusieurs cases peuvent être cochées simultanément)

Dans tous les cas, joindre le plan de situation du terrain établi à une échelle comprise entre 1/5000 et 1/25000 de format A2 comportant : l'orientation, les voies de desserte avec l'indication de leur dénomination, les points de repère permettant de localiser le terrain (un extrait du plan d'occupation des sols de la commune ou le plan du tableau d'assemblage cadastral peut être utilisé)

Le cas échéant, plan des travaux à édifier à une échelle comprise entre 1/50 et 1/500 comportant :

- L'orientation
- L'implantation des clôtures, chacune figurée différemment
- La localisation schématique des équipements publics existants, desservant le terrain et les constructions (voirie, accès, assainissement, électricité, gaz); à défaut d'équipements publics, indiquer les équipements privés prévus, notamment l'alimentation en eau et l'assainissement.
- Le croquis des travaux.

NOM : **Pierre SEANNIN - SDEC**

Date et signature

P. Seannin
07/11/2023

AVIS DU MAIRE :

Envoyé en préfecture le 13/02/2024
 Reçu en préfecture le 13/02/2024
 Publié le 13-02-2024
 ID : 039-223900010-20240213-ARR_2024_0133-AR

Envoyé en préfecture le 13/02/2024

Reçu en préfecture le 13/02/2024

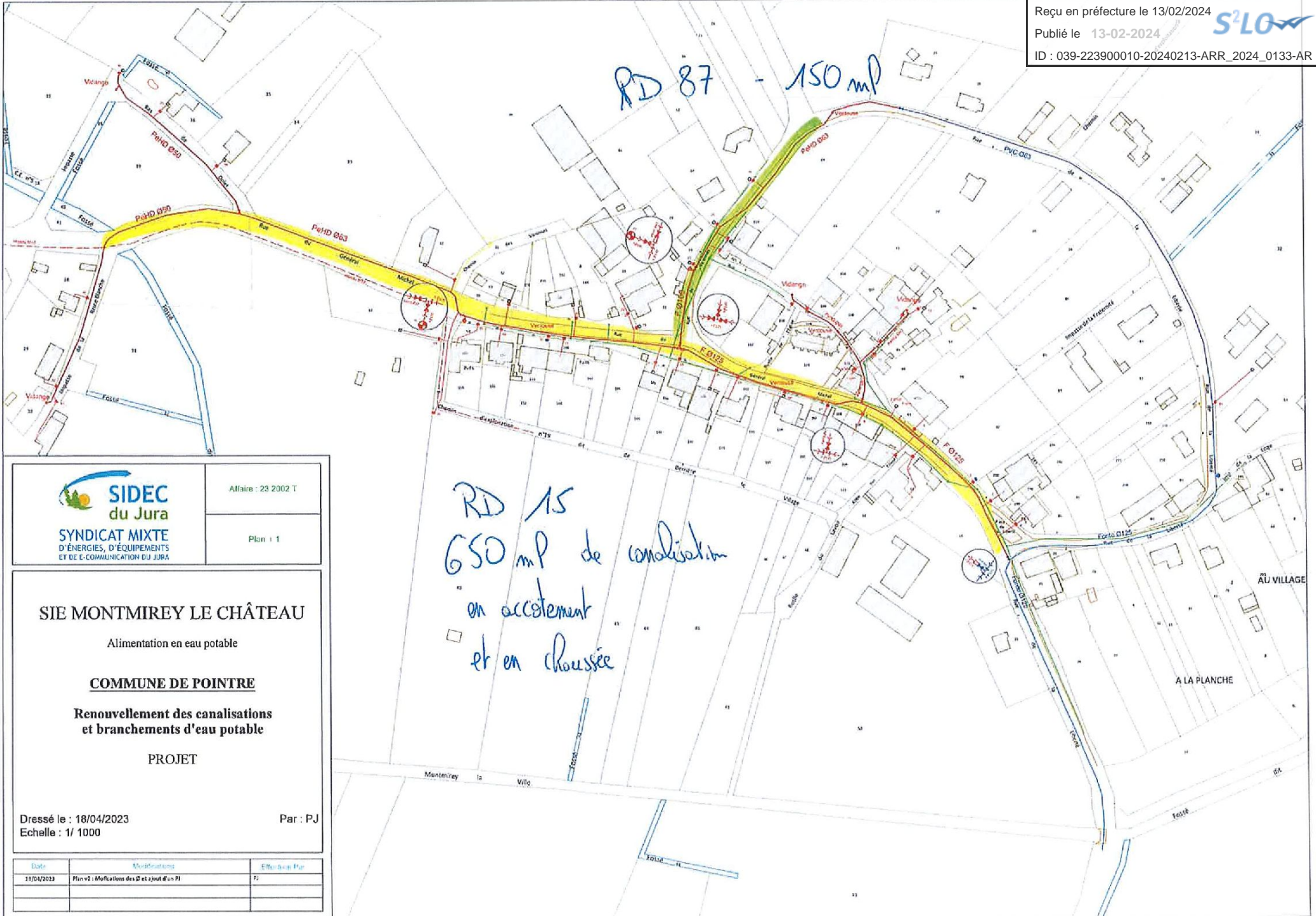
Publié le 13-02-2024



ID : 039-223900010-20240213-ARR_2024_0133-AR

RD 87 - 150 m/p

RD 15
650 m/p de canalisation
en accotement
et en chaussée



Affaire : 23 2002 T

Plan : 1

SIE MONTMIREY LE CHÂTEAU

Alimentation en eau potable

COMMUNE DE POINTRE

Renouvellement des canalisations
et branchements d'eau potable

PROJET

Dressé le : 18/04/2023
Echelle : 1/ 1000

Par : PJ

Date	Modifications	Élaboré par
18/04/2023	Plan v1 : Modifications des D et ajout d'un PI	PJ